



Coup de Griffes

Mention lamentable : Darmanin n'a pas rendu sa copie

Oubli, dissimulation, report tactique pour la période creuse du 15 août, ou peur d'avoir une mauvaise note ? Ce qui est sûr, c'est que l'élève Darmanin n'a toujours pas rendu à ce jour sa copie pour la géographie revisitée de Paris. À l'instar des DROM COM (départements, régions et collectivités d'outre-mer), de la Corse, et de la DG, les collègues de Paris attendent avec angoisse de savoir comment l'ogre de Tourcoing va dévorer leurs missions et leurs services, et les recracher par petits bouts lors de ses périodes régionales en fiscobus. Solidaires Finances Publiques interroge quotidiennement la direction parisienne sur le devenir des collègues, mais l'omerta est totale, et aucune information ne redescend des salons de Bercy. Encore une fois, nous risquons de ne connaître les informations sur notre avenir que par la seule voie des épanchements médiatiques de notre ministre. Qu'à cela ne tienne, Solidaires Finances Publiques ne se laissera pas endormir, et la rentrée promet d'être chaude !



Géographie revisitée à Paris, le DRFiP attend le feu vert pour la fumée blanche !

Un Darmanin et un Fournel, ça trompe énormément !

Pour faire croire que ce gouvernement répondait à une préoccupation majeure des Gilets Jaunes, notre ministre Gérard Darmanin a lancé une réforme d'une ampleur inédite à la DGFIP : la géographie revisitée. Et pour que cette réforme soit appliquée à la virgule près quoi de mieux que de nommer comme Directeur Général son directeur de cabinet, Jérôme Fournel.

Pour arriver à leurs fins (la destruction de notre réseau et de nos missions), les deux compères ont donc lancé en juin dernier une campagne de communication hors du commun. Cette communication s'appuie sur des cartes et des gommettes multicolores pour faire croire aux élu.es locaux mais aussi aux agentes et agents que leur réforme consistait au déploiement de notre administration dans les territoires où depuis de nombreuses années les services publics ont disparu.

Mais l'illusion n'a pas duré longtemps et les élu.es ont compris de quoi il s'agissait. Les fameux « points de contacts » ou les Maisons France Services ne seront pas des structures de « plein exercice » mais seront tenues par des personnels non DGFIP sans véritable formation, donc sans véritable technicité, chargés de faire l'interface entre l'utilisateur et l'ordinateur. Face à cette tentative d'enfumage de très nombreux élu.es locaux comme nationaux sont « vent debout » et dénoncent les fermetures programmées de nos structures de proximité. Sans oublier non plus la mobilisation, même en cette période estivale, des agentes et agents des Finances Publiques contre ce projet mortifère.

Face à ce début de résistance, le DG multiplie les visites dans les départements et la communication avec en particulier sa lettre du 11 juillet envoyée à l'ensemble des agentes et agents pour nous assurer que cette réforme était « une opportunité ». Ben voyons ! Mais qui peut encore croire en ces inepties ?

Pour Paris notre DRFiP, M. Mariel, a l'interdiction de communiquer avant septembre (mais quand en septembre ? Cela reste encore un mystère). Notre attente est d'autant plus forte que nous subissons de plein fouet la démetropolisation puisque Darmanin a eu une idée lumineuse : celle de sortir 3000 agentes et agents de Paris (DRFiP + DG). Et comme le DG, M. Mariel veut nous rassurer en signifiant qu'il n'y « aura pas sur Paris de mobilité forcée » au sens juridique du terme. Mais lors du CTL du 16 juillet, au vu de notre insistance, il a tout de même avoué qu'il y aurait des déplacements forcés sur Paris.

Face à cela, l'intersyndicale nationale de la DGFIP dans son ensemble appelle à la mobilisation nationale la plus large possible. C'est dans ce sens qu'elle appelle à une première journée de grève le 16 septembre.

En attendant, nous avons toutes et tous mérités un peu de repos.

Solidaires Finances Publiques Paris vous souhaite, à toutes et tous, de très belles vacances.

Compte rendu des CAPL de mutation

Les trois CAP Locales (A, B, C) de mutation internes sur Paris, se sont tenues durant la période juin/début juillet.

Ces CAP Locales étaient particulières puisqu'elles étaient les dernières sous cette configuration. En effet, d'ici un an avec la départementalisation, les règles actuelles vont disparaître pour céder la place à un vaste mouvement où prédominera la règle de la nécessité de service. Une question nous taraude : y aura-t-il demain une référence à l'arrondissement ?

En effet, si l'affectation demeure au niveau de la commune, soit tout Paris, comment les collègues qui le souhaitent et le peuvent, pourront solliciter un rapprochement interne au niveau de l'arrondissement, lieu d'exercice professionnel du conjoint ou de son domicile ?

Dans ce cas, une des principales garanties serait purement et simplement supprimée. Exit l'arrondissement fin de toute priorité interne ! À cette question, oh combien importante, la direction n'a pas su et/ou pu nous répondre !

La départementalisation des affectations devenant la règle en 2020, (une affectation tout emploi au département) sera couplée, dans le cadre de la «réforme de la Fonction publique» ou plutôt démantèlement de la Fonction publique à l'arrêt et à l'abandon de toutes les CAP nationales et locales de mutations. Certes vous pourrez toujours déposer une demande mais plus aucun moyen de vérifier l'honnêteté et la régularité du mouvement et aucune possibilité de défense des dossiers individuels : ce sera la porte ouverte à toute forme de clientélisme !

Donc en résumé : 2020 départementalisation des mutations et 2021 fin des CAP. Voilà l'avenir radieux que Darmanin, Dussopt, Fournel et consorts nous réservent !

Nous ne reviendrons pas ici sur la nocivité de ces projets que nous avons eu très largement l'occasion de dénoncer et que nous continuerons dans les prochains mois à combattre.

Pour la CAPL des cadres C, Solidaires Finances Publiques se réjouit que la plupart des agent.es aient obtenu leur premier vœu en mutation locale mais cela ne démontre qu'une seule chose : l'omniprésence des postes vacants dans les services parisiens. En effet, il reste 41 emplois vacants après mouvement et affectations des ALD.

Solidaires Finances Publiques regrette que pour la catégorie C, le nombre d'ALD (agent.es «à la disposition du directeur») ne cesse d'augmenter à Paris : 450 au 1er septembre 2019. Ceci préfigure ainsi l'affectation au département en 2020.

Pour la CAP Locale des cadres B, encore une fois beaucoup trop de postes demeurent non pourvus, postes qui sont gelés au plan national malgré de nombreuses demandes de mutations. Certains services restent chroniquement déficitaires comme le SIE 10ème Nord (-8), le SIP 13ème Maison-Blanche (-6), le SIP 16ème La Muette (-5), le SIP 16ème Porte Dauphine (-6), le SIP 18ème BOUCRY (-5), ou encore le SIP 17ème Reims (-5)

Si à une exception près le mouvement est techniquement bon et la règle de l'ancienneté respectée, il reste 145 emplois vacants. Ces postes vacants constituent-ils une réserve potentielle pour l'affectation des futur.es contrôleur.es stagiaires ?

La CAP Locale des cadres A a connu pour la première fois un fort taux de vacances d'emplois puisque 63 postes ne sont pas pourvus à l'issue du mouvement. Ainsi dans la sphère du contrôle fiscal près de 40 postes demeurent vacants en BDV. En deux ans, la situation est devenue catastrophique, passant d'un quasi équilibre au fort déficit constaté cette année.

Les élu.es de Solidaires Finances Publiques ont défendu, lors de ces CAPL, bon nombre de dossiers de situations difficiles. Avec la départementalisation, ces situations risquent malheureusement de se démultiplier.

Au final, une campagne de CAP Locales de mutations toujours placée sous le signe des vacances de postes, vacances qui pourraient comme souvent préfigurer les suppressions d'emplois à venir.

Quelques chiffres qui illustrent un bilan très défavorable entre les départs et les arrivées sur Paris :

225 départs de A pour 162 arrivées,

352 départs de B pour 295 arrivées,

351 départs de C pour 218 arrivées.



L'action sociale, produit de nos luttes , en grave danger !



Ce n'est un secret pour personne, l'action sociale ministérielle est menacée par les restrictions budgétaires. Elle joue pourtant un rôle essentiel pour les personnels des ministères économiques et financiers, sur l'ensemble de son champ d'action : restauration, logement, aide à la parentalité, prestations de loisir (EPAF), actions locales... Mais l'action sociale ministérielle n'échappe pas au dynamitage engagé dans la Fonction publique, une nouvelle orientation est clairement donnée à celle-ci en l'inscrivant dans une perspective de retour sur investissement et de maîtrise des coûts, en totale rupture avec une volonté d'amélioration des conditions de vie des agent.es.

La notion même de services sociaux a été reconnue en 1945 dans notre Ministère, et sous l'action des personnels a évoluée peu à peu .

Le grand tournant sera le conflit de 1989. Conflit qui a mobilisé plus de 100 000 agent.e.s et qui a eu pour issue, en particulier, le début d'une véritable action sociale au ministère. Avec entre autre le doublement du budget de l'action sociale ; un programme de réservation de 3000 logements ; la création d'une aide et d'un prêt à la première installation en Île-de-France ...

Si à l'époque l'action sociale avait obtenu les moyens financiers et en personnels nécessaires pour répondre aux besoins sociaux des agent.e.s, trente ans après un conflit d'ampleur long et difficile, ce n'est plus le cas aujourd'hui, avec le gel des budgets et les réductions des effectifs dédiés dans les délégations notamment.

C'est dans un contexte de grande inquiétude sur l'avenir de celle-ci que s'est tenu le Conseil National d'Action Sociale (CNAS) le 4 juillet 2019. Les déstructurations des services, l'implosion des implantations, la baisse des effectifs, hypothèquent lourdement les travaux des instances. Tel était le contenu de la déclaration liminaire commune de l'ensemble des fédérations syndicales à l'ouverture de ce CNAS.

Certes nous sommes confrontés à des évolutions de la société qui, forcément, nous interrogent. Les habitudes de vie changent, les habitudes alimentaires se modifient, la manière de consommer des loisirs évolue, la façon de partir en vacances etc ... Pour autant devons nous brader nos sites de vacances ? Pour autant devons nous fusionner toute l'action sociale dans un grand tout qui n'aura plus rien de social ?

Pour le Secrétariat Général l'émiettement des acteurs induit un taux de couverture insuffisant et il souhaite utiliser la possibilité de regrouper les 3 opérateurs (AGRAF, EPAF, ALPAF), alors que l'ensemble des organisations syndicales revendiquent un renforcement de chacun des trois opérateurs. On voit bien, pour eux la logique comptable «faire au moindre coût» quitte à vendre comme le souhaite le Secrétariat Général certains « bijoux de famille » constitués par les résidences EPAF. Ainsi sont sur la sellette notamment les résidences de Cap ferret et Agay.

Quant à la restauration, le Secrétariat Général campe sur sa volonté d'expérimenter la tarification au plat (avec pour «seul avantage» pour les agent.es la possibilité de payer 2 plats plus chers qu'un plateau complet !). Sa seule justification : «c'est ce qui est pratiqué ailleurs», ce qui n'a rien de social car au lieu des 7 tranches même imparfaites pratiquées à AGRAF on se retrouverait avec seulement 2 tranches et toujours au détriment des plus faibles revenus.

Face aux effets néfastes de la Loi ELAN sur le parc immobilier, nous avons interrogé l'Alpaf sur le sort réservé en matière de logement aux centaines d'agent.e.s de tous grades qui arrivent et ce, dès le 29 juillet prochain . Devront-ils ou elles planter un tente dans les allées de Bercy ?

Lors de l'examen du rapport d'activité 2018, Solidaires a de nouveau demandé « où est passée la somme de 4,9 M € volée à l'Alpaf » ? La seule réponse de l'administration a été un tour de passe/passe dans les lignes budgétaires censé nous rassurer sur la destination de cette somme qui aurait été incorporée dans le budget global de l'action sociale.

Nous avons de nouveau dénoncé ce hold-up en précisant que cette somme aurait pu servir à de nouveaux programmes de réservation et à transformer l'offre de prêt étudiant en aide. Sur ce dernier point, à noter une évolution puisque le Secrétariat Général a demandé à l'ALPAF d'expertiser ce point.

Pour la fédération Solidaires Finances, l'action sociale ne doit pas être remise en cause ni dans ses moyens, ni dans son organisation. Elle doit au contraire être renforcée afin de mieux répondre aux nombreux besoins des agent.e.s. Ces besoins sont nombreux et évoluent.

CONTRE G7 au Pays Basque du 19 au 26 août 2019

Depuis 1975 et à la suite du premier choc pétrolier, le G7, créée à l'initiative de la France, se réunit chaque année pour aborder de thèmes communs tels la paix et sécurité, la lutte contre le terrorisme, le développement, l'éducation, la santé, l'environnement et le changement climatique dans le but de coordonner des politiques économiques et financières communes.



G7 signifie «Groupe des 7 pays» parmi les plus riches du monde : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, et le Royaume-Uni. L'Union européenne est également associée aux travaux du G7 depuis 1977. Ensemble, ils représentent 40 % du PIB mondial et 10 % de la population mondiale.

Du 24 au 26 août, 7 des chefs des États parmi les plus riches de la planète se retrouveront donc à Biarritz sous la présidence de la France.

Mobilisation contre G7 du 19 au 26 août : Ces sept puissances, marquées par la montée de politiques de plus en plus autoritaires et bellicistes, se retrouveront pour perpétuer un système au service des multinationales et des 1% les plus riches. Ces politiques mettent le feu à la planète, augmentent les inégalités et la pauvreté qu'elles ont générées et entretiennent, détruisent le vivant, le climat, au mépris des droits humains fondamentaux. Avec un cynisme à toute épreuve, leurs dirigeants déclarent se donner comme objectif la lutte contre les inégalités. Face à l'écran de fumée de leurs beaux discours, nous leur opposerons l'urgence sociale, démocratique et écologique.

Comme chaque année, l'Union syndicale Solidaires est partie prenante pour participer activement et proposer des contre-combats, un contre G7 avec le soutien de partenaires que nous retrouvons habituellement aux universités d'ATTAC (devenus Universités des mouvements sociaux).

Au programme cette année

- Du 19 au 24 août : Accueil des participant.es au village des alternatives (Urrugne, Hendaye, Irun)
- Les 21,22 et 23 août : Contre-sommet du G7 : Centre-ville de Hendaye et Centre de congrès du FICOPA à Irun.
- Samedi 24 août : Manifestation à Irun-Hendaye ;
- Dimanche 25 août à midi : Actions et rassemblements pacifiques sur 7 places autour de la zone d'exclusion du G7, pour la liberté de manifester.

Un forum avec de multiples thématiques sera organisé durant la semaine entre Irun et Hendaye, dont un débat «justice fiscale, justice sociale» que Solidaires Finances Publiques co-animera avec d'autres syndicats européens.

Pour plus d'informations :
<https://alternativesg7.org>

Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, GAGNONS LE RÉFÉRENDUM !

La bataille contre la privatisation d'ADP est commencée.

L'Union Syndicale Solidaires fait partie de la coordination de mouvements et d'organisations syndicales, associatives et politiques contre la privatisation d'Aéroports de Paris et plus largement contre les privatisations, pour les services publics et les biens communs.

Pour gagner ce référendum il faut d'abord atteindre 4,7 millions de signatures sur la demande de référendum à cette adresse : <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

Signons et faisons signer massivement cette demande pour empêcher une nouvelle privatisation !

**POUR
S'INFORMER...**

Le site internet : <http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>

La page Face Book : <https://www.facebook.com/SolFIPParis>